

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/423		
23CONV07- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON TRAVAUX DE RENOVATION, D'AMELIORATION, D'EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC, DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS, DES ZONES PORTUAIRES ET DES PARKINGS COUVERTS - ANNULATION DE LA DECISION 23/338 DU 24-07- 2023		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/423

BUREAU DU 18 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : 23CONV07- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON TRAVAUX DE RENOVATION,
D'AMELIORATION, D'EXTENSION DE L'ECLAIRAGE
PUBLIC, DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DES
EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS, DES ZONES
PORTUAIRES ET DES PARKINGS COUVERTS -
ANNULATION DE LA DECISION 23/338 DU 24-07-2023**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la décision métropolitaine n°23/338 du 24 juillet 2023 approuvant la création d'un groupement de commandes entre la Ville de Toulon et la Métropole TPM ayant pour objet les travaux de rénovation, d'amélioration, d'extension de l'éclairage public des équipements sportifs extérieurs,

VU la convention de groupement de commandes annexée,

CONSIDERANT que ladite convention présentée au Bureau Métropolitain du 24 juillet 2023 n'est toujours pas signée,

CONSIDERANT que l'article 1 de la convention initiale comporte une erreur dans le paragraphe des espaces relevant de la commune de Toulon,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'article 1 de la convention initiale en corrigeant cette erreur,

CONSIDERANT que les autres dispositions de la convention de groupement de commandes restent inchangées,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE RAPPORTER la décision n°23/338 du 24 juillet 2023.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes, annexée à la présente, entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**23CONV07- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Travaux de rénovation, d'amélioration,
d'extension de l'Eclairage Public, des
Equipements Sportifs Extérieurs, des Zones
Portuaires et des Parkings couverts pour le
groupement de commandes Métropole
Toulon Provence Méditerranée (Antenne
Toulon-Le Revest) et la Commune de Toulon**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	6
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	7
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION.....	7
11 – LITIGES.....	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain n° en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les **travaux de rénovation, d'amélioration, d'extension de l'Eclairage Public, des équipements sportifs extérieurs, des zones portuaires et des parkings couverts pour le groupement de commande Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / Le Revest) et la commune de Toulon.**

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que ces travaux s'exécutent sur des espaces relevant à la fois de la compétence de la Métropole et de la Commune. La solution du groupement simplifiera la gestion et les interventions du prestataire sur le vaste territoire toulonnais. De plus, les prestations relevant de la Commune représentent une masse infime au regard de l'estimation du marché et les espaces relevant de sa compétence étant disséminés sur le territoire, recourir à deux marchés distincts entraînerait un surcoût financier important.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **travaux de rénovation, d'amélioration, d'extension de l'Eclairage Public, des équipements sportifs extérieurs, des zones portuaires et des parkings couverts pour le groupement de**

commande Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / Le Revest) et la commune de Toulon passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) du Code de la commande publique.

Les espaces relevant de la commune sont notamment :

- Points lumineux des jardins non transférés : le jardin d'acclimatation, le jardin Alexandre 1er, le parc de La Florane, le jardin Jules Verne, le parc des Oiseaux et le parc du Pré Sandin.
- Points lumineux des différents sites non transférés : bornes marché Cours Lafayette, marché Cours Lendrin, bornes marché Bidouré, bornes marché Place Emile Claude, bornes Place Fiegenschuch, Champs de Mars.
- Mise en valeur des différents sites non transférés : Fort Saint Louis, Tour Royale, Collège Pagnol, école élémentaire Murair, Mairie d'honneur, Eglise Saint Cyprien, Grand Hôtel, Tribunal Administratif, Porte de l'Arsenal / Musée de la Marine, Ancien conservatoire (Place Louis Blanc), Cathédrale Notre- Dame- de- la- Seds, Lycée Peiresc, Les Halles (CREMU et CAUE), Pôle Famille, crèche de la Beaucaire.

Les espaces relevant de la compétence métropolitaine sont l'ensemble des espaces publics ne relevant pas spécifiquement de la compétence communale ou de la compétence d'une autre collectivité.

Ce marché sera conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois d'une durée d'un an soit une durée maximale de 4 ans.

Les masses annuelles sont réparties entre la Métropole TPM (Antenne Toulon) et la Commune de la façon suivante :

Métropole TPM (Antenne Toulon)

Masse minimum annuelle : 700 000 € HT
Masse maximum annuelle : 4 000 000 € HT

Ville de Toulon : Masse minimum annuelle : 100 000 € HT
Masse maximum annuelle : 1 000 000 € HT

Le total estimatif pour la durée du marché est de 2 535 704,95€ HT soit 3 042 845,94€ TTC par an, soit 10 142 819,80€ HT soit 12 171 383,76€ TTC sur 4 ans.

La répartition annuelle est établie comme suit :

- 1 955 731,18€ HT pour la Métropole TPM.
- 579 973,77€ HT pour la Commune de Toulon,

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;

- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;

- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera le marché concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- Exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- Exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- Exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

<p>Pour la Commune de Toulon,</p> <p>L'Adjoint au Maire,</p> <p>Robert CAVANNA</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

